Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

ÉVALUATION CONJOINTE FAO/PAM DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - LIBÉRIA

17 décembre 2014

I4278F

Déni

Le présent rapport a été établi par Jean Senahoun, Kisan Gunjal et Rama Mwanundu pour la FAO et Susanna Sandstrom et Valerio Giuffrida pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. Les renseignements figurant dans le présent rapport ne doivent pas être considérés comme représentant l'exposé du point de vue du gouvernement intéressé. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international et des marchés, EST/FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org

Arif Husain
Directeur Adjoint
Division des Politiques et des Programmes, OSZ/PAM
Télécopie: 0039-06-6513-2817
Mél: arif.husain@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

© FAO 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Remerciements

Des remerciements particuliers sont adressés aux collègues suivants dont les contributions substantielles ont permis la parution de ce rapport :

De la FAO: Dominique Burgeon (TCE), Oriane Turot (ESA), Alexis Bonte (RAF), Vincent Martin et Patrick David (Sénégal) et Joseph Boiwu (Libéria).

Du PAM: Emmanuel Anderson et Sayba Tamba (VAM, Libéria), Anne-Claire Mouilliez, Simon Renk, Dominique Ferretti, Matthieu Tockert (OMD) et Oscar Caccavale, Chloe Wong, Jean-Martin Bauer Tobias Flaeming et Sarah Muir (OSZAF).

FAITS SAILLANTS

- L'épidémie de maladie à virus Ébola (MVE), qui a gravement touché le pays depuis le début de l'année a sévèrement affecté les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation en 2014. Le niveau relativement élevé de l'impact sur la production alimentaire, par rapport à la Guinée et à la Sierra Leone, est principalement due à l'intensité beaucoup plus élevée de la transmission de la maladie pendant les périodes critiques du cycle des cultures. L'épidémie a progressé rapidement durant les périodes de croissance et de récolte.
- L'ensemble de la production vivrière en 2014 devrait atteindre 323 000 tonnes, soit environ 8 pour cent de moins que la récolte de 2013, dont 174 000 tonnes de riz usiné, environ 12 pour cent de moins qu'en 2013.
- Au niveau infranational, les répercussions sont beaucoup plus graves, comme dans les comtés de Lofa et de Margibi durement touchés par la maladie, où la production de paddy pourrait enregistrer un repli de 25 pour cent.
- Le Libéria est traditionnellement largement tributaire (jusqu'à 80 pour cent) des importations de produits alimentaires. Compte-tenu des prévisions concernant la production céréalière, les besoins d'importations de céréales en 2015 sont estimés à 445 000 tonnes, dont 350 000 tonnes de riz, soit environ 24 pour cent de plus que la moyenne observée ces cinq dernières années.
- Les importations commerciales de céréales devraient rester dans la moyenne des années précédentes, soit 380 000 tonnes. On estime ainsi à environ 90 000 tonnes de céréales, les besoins alimentaires qui devront être couverts par l'aide alimentaire internationale et/ou par des allocations budgétaires supplémentaires du gouvernement. L'impact significatif du virus Ébola sur les recettes d'exportation du pays pourrait compromettre sa capacité à couvrir le déficit céréalier du pays.
- Les activités commerciales ont ralenti de manière significative dans tout le pays. Environ 77 pour cent des commerçants interrogés au cours de l'évaluation rapide (menée entre fin septembre et mi-octobre) ont indiqué que les volumes commercialisés étaient nettement moins importants par rapport à 2013. La fermeture des frontières, les mesures de quarantaine et autres restrictions ont gravement perturbé la commercialisation des marchandises, y compris les produits agricoles. Cependant, les activités commerciales ont montré des signes de reprise fin novembre/début décembre, notamment la réouverture de certains marchés hebdomadaires à mesure que le taux d'indicent de la maladie recule.
- Le prix du riz importé au Libéria a augmenté pendant plusieurs mois consécutifs, se hissant à des niveaux bien au-dessus des augmentations saisonnières habituelles. Les prix se sont stabilisés en novembre 2014, mais sont restés à des niveaux supérieurs à l'année précédente sur la plupart des marchés. Les cours du riz importé ont également augmenté, principalement sous l'effet de la dépréciation du taux de change.
- La MVE a eu des répercussions considérables sur l'emploi dans tout le pays et sur toutes les catégories professionnelles. On constate toutefois que bien que l'indicence soit supérieure dans les comtés durement touchés par la MVE, la différence d'impact n'est pas disproportionnée. Les résultats des enquêtes à distance menées par le PAM (mVAM) suggèrent que c'est dans le comté de Lofa, l'un des premiers à avoir été affecté par la MVE au Libéria, que les taux de salaires sont les plus bas. Dans ce comté, les termes de l'échange entre les salaires et le riz local sont également inférieurs au reste du pays.
- En novembre 2014, 630 000 personnes, soit 14 pour cent de la population, étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère - dont 170 000 à cause de la MVE. Cette situation devrait s'aggraver, 750 000 personnes pourraient être en situation d'insécurité alimentaire sévère en mars 2015 - dont 290 000 à cause de la MVE. Parmi les catégories professionnelles, les ménages agricoles, les pêcheurs, les chasseurs et les ouvriers non qualifiés sont les plus à risque en terme de sécurité alimentaire.
- L'analyse indique que différents types d'aide alimentaire seront requis. Outre la nécessité de couvrir le déficit d'importation, des transferts en espèces/des bons alimentaires coupons pourront être nécessaires afin d'assurer un accès à la nourriture aux populations dont la subsistance ne dépend pas de l'agriculture.
- Bien que l'incidence de la maladie ait commencé à reculer, il est nécessaire de poursuivre les activités de suivi de la sécurité alimentaire, car la situation pourrait encore s'aggraver.

VUE D'ENSEMBLE

Le Libéria a été l'un des pays les plus touchés par l'épidémie de maladie à virus Ébola (MVE). Les taux d'infection ont commencé à des niveaux relativement bas, mais ont augmenté rapidement. L'épidémie a commencé à se propager lors de la plantation des cultures, elle s'est répandue au cours de la période d'entretien des cultures avant de se propager rapidement au cours de la période critique de récolte pour les cultures de base: le riz, le maïs et le manioc. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le taux d'incidence est maintenant en baisse. En date du 12 décembre 2014, le pays comptabilisait 3 177 décès sur 7 719 cas de transmission de la maladie recensés.

La FAO et le PAM, en collaboration avec le gouvernement et des partenaires se sont efforcés de réaliser des évaluations de terrain rapides, afin d'évaluer les effets de l'épidémie de MVE sur la production alimentaire, la situation de l'offre et la sécurité alimentaire globale. En outre, la FAO/SMIAR a développé un modèle de simulation de l'impact de la maladie sur l'agriculture (modèle SIMA), afin de fournir des estimations de l'impact de la MVE sur la production agricole, tandis que le PAM a élaboré un cadre de modélisation visant à estimer le nombre actuel et futur de personnes en situation d'insécurité alimentaire à cause de l'épidémie de MVE, ainsi qu'une version simplifiée d'un modèle qui permet de simuler l'impact des chocs (SISMod-Light). Le principal objectif de ce rapport est de fournir une synthèse des résultats obtenus sur la base des modèles, des évaluations rapides, et d'autres sources d'information pertinentes sur la production alimentaire en 2014, et de proposer une analyse de la dynamique du marché et de la sécurité alimentaire des ménages pour la campagne de commercialisation 2015.

Sur la base des estimations du modèle SIMA concernant les pertes de production dues à Ébola, ajustées pour tenir compte des résultats des quelques évaluations rapides effectuées sur le terrain, la production vivrière en 2014 devrait atteindre un total de 323 000 tonnes (y compris le manioc en équivalent céréales et le riz usiné), soit environ 8 pour cent de moins que la récolte de 2013. Sur ce total, la production de riz usiné, qui représente l'essentiel de la production de céréales, est estimée à 174 000 tonnes (en utilisant un taux d'usinage de 66,7 pour cent), soit environ 12 pour cent de moins que l'année précédente. Selon les estimations, la production de manioc en équivalent céréales (32 pour cent du poids frais) devrait atteindre 149 000 tonnes, soit un facteur de réduction de 4 pour cent.

Les conditions météorologiques et l'utilisation des intrants de production au cours de la campagne agricole de 2014 ayant été sensiblement les mêmes qu'en 2013, le fléchissement de la production peut être attribuée à une réduction de la main-d'œuvre agricole et des intrants matériels associés, en raison des effets directs de l'épidémie d'Ébola dans le pays, notamment sur le comportement des personnes.

Le Libéria est un pays fortement tributaire des importations. Compte-tenu des estimations concernant la production céréalière et d'une probable légère constitution de stocks, les besoins d'importations céréalières pour la campagne de commercialisation 2015 (année civile) sont fixés à 445 000 tonnes de céréales, dont 350 000 tonnes de riz, 67 000 tonnes de blé et 28 000 tonnes de maïs sur la base des préférences historiques de consommation de la population. Dans leur ensemble, les besoins d'importations de céréales, similaires à ceux de 2013, devraient dépasser de 65 000 tonnes les quantités importées en 2014.

Compte tenu du ralentissement prévu de la croissance du PIB, à cause d'Ébola, de 5,9 pour cent à 2,2 pour cent (étude de la Banque mondiale) et d'un net recul des recettes d'exportation des cultures de rente, les importations commerciales de riz (300 000 tonnes), de blé et de maïs (55 000 tonnes) devraient rester dans la moyenne des deux années précédentes. On estime ainsi à environ 90 000 tonnes de céréales, les besoins alimentaires qui devront être couverts par l'aide alimentaire internationale et/ou par des allocations budgétaires supplémentaires du gouvernement.

La MVE a affecté le fonctionnement des marchés et leur accessibilité, notamment dans les comtés les plus gravement touchés. Cependant, les activités commerciales montrent des signes de reprise. Les marchés hebdomadaires rouvrent: dans une enquête réalisée auprès de 600 commerçants à travers le Libéria, 90 pour cent ont déclaré que les marchés hebdomadaires étaient ouverts durant la semaine du 17 novembre, même s'il convient de noter que près de 40 pour cent fonctionnaient encore au ralenti.

Le prix du riz importé au Libéria a augmenté pendant plusieurs mois consécutifs, se hissant à des niveaux bien au-dessus des augmentations saisonnières habituelles. En octobre 2014, les cours du riz importé étaient environ 40 pour cent plus chers qu'au début de l'année.

La MVE a eu des répercussions sur l'emploi dans tout le pays sur toutes les catégories professionnelles. On constate toutefois que bien que l'indicence soit supérieure dans les comtés durement touchés par la MVE, la

différence d'impact n'est pas disproportionnée. Les résultats des enquêtes à distance menées par le PAM (mVAM 1/) suggèrent que c'est dans le comté de Lofa, l'un des premiers à avoir été affecté par la MVE au Libéria, que les taux de salaires sont les plus bas. Dans ce comté, les termes de l'échange entre les salaires et le riz local sont également inférieurs au reste du pays.

Sur la base des estimations du modèle du PAM, en novembre 2014, 630 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère – dont 170 000 à cause de la MVE. Le nombre de personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire est estimé à 1,1 million. En mars 2015, selon les estimations, 750 000 personnes pourraient être en situation d'insécurité alimentaire sévère; dont 290 000 à cause de la MVE, et 1 million de personnes pourraient être vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ces estimations sont basées sur les taux d'infection au niveau de la province (et leurs projections), combinés aux données d'avant la crise sur l'insécurité alimentaire, la dépendance des ménages à l'égard du marché et leurs moyens de subsistance, tirées de l'Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le modèle est ajusté pour prendre en compte les informations provenant des évaluations récentes.

1/ Depuis septembre 2014, le PAM a recueilli à distance des données de base sur la sécurité alimentaire, via des téléphones mobiles dans les pays touchés par le virus Ébola en Afrique de l'Ouest. Chaque mois, des enquêtes mVAM (mobile Vulnerability Analysis and Mapping) sont envoyées à des panels de ménages choisis au hasard en Sierra Leone, en Guinée et au Libéria, par SMS ou à travers un système interactif de réponses vocales.